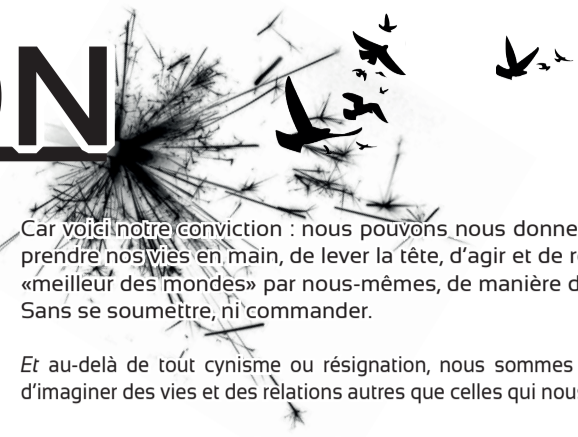


PARIS SOUS TENSION



Se faire exploiter, choisir un maître (ou se le voir imposer) et de manière générale faire comme tout le monde; est-ce cela la liberté ?

NON. Dépassons ce constat amer que nous faisons -trop- régulièrement.

Réfléchissons et discutons de tout ce qui nous opprime, nous exploite et nous empêche de nous émanciper.

Pointons du doigt les responsables, les collabos, leurs projets et leurs structures qui participent à la perpétuation et au développement de la domination et de l'exploitation.

Faisons résonner les diverses manifestations d'insoumission et d'attaques, les révoltes plus ou moins étendues dans l'espace et dans le temps. Car la domination et l'exploitation s'incarnent dans des êtres humains, des bureaux, des structures, des véhicules, etc. bien réels et atteignables par l'imagination de chacun-e.

Car voici notre conviction : nous pouvons nous donner les moyens de reprendre nos vies en main, de lever la tête, d'agir et de rendre des coups au «meilleur des mondes» par nous-mêmes, de manière directe et autonome. Sans se soumettre, ni commander.

Et au-delà de tout cynisme ou résignation, nous sommes capables de rêver et d'imaginer des vies et des relations autres que celles qui nous sont imposées.

Ce journal se veut ainsi un cocktail d'oxygène et d'étincelles, d'idées et de rêves de liberté, d'attaques, d'insoumission et d'offensives diverses. Par des individus d'ici et d'ailleurs qui se mettent en jeu; avec audace, lucidité, espoir, dégoût, rage, joie et confiance en soi, ses idées et ses complices...

Ce journal souhaite montrer et faire la convergence de ces vies; ces vies comme des *paris sous tension*...

JOURNAL ANARCHISTE SUR PARIS ET AU-DELÀ
MARS 2016 - N°6

Contact : parissoustension@riseup.net
Tous les numéros et articles disponibles sur parissoustension.noblogs.org

PROTESTATION BÉNIGNE CONTRE

UNE LOI DE L'EXPLOITATION...

À chaque gros «mouvement social» autour de la question du Travail, de la plume des journalistes aux interventions des gouvernants en passant par les «décryptages et analyses» des spécialistes, il semble que quelque colère sociale menace d'exploser à la gueule de ce monde...

Pourtant, les grèves sont permises par la loi, tant qu'elles sont inoffensives et restent dans les cadres définis par les syndicats. Et les manifestations sont prévues par (et pour) la démocratie. Autorisées et encadrées par les flics, et négociées avec les syndicats, elles permettent de s'adresser à «l'opinion publique» et à la bande de merde humaine qui nous tient démocratiquement en laisse, de canaliser mécontentement, colère, et tout sentiment de révolte. Et ce de la même manière que les récréations sont prévues dans les lieux d'enfermement scolaire (et les -autres- prisons) pour que les jeunes enfermés puissent se défouler afin qu'on puisse continuer à leur inculquer, des savoirs, peut-être (ceux qu'exigent le marché du Travail), la docilité et la soumission à l'autorité sûrement.

Nombre de celles et ceux qui appellent à «se mobiliser» nous alertent sur ce fait grave que en gros, avec l'adoption de cette loi, le code du Travail va servir à exploiter les salarié-e-s et non à les protéger, et que les patrons vont pouvoir (enfin?) s'en donner à cœur joie. Comme d'autres exploités-e-s et révoltés-e-s, nous pensons toutefois que le plus important, ce à quoi il faudrait dédier toute notre attention et notre énergie n'est pas «l'issue du conflit», c'est-à-dire le retrait, le «rééquilibrage» (ce qui signifie en langage politico-technocratique une modification plus ou moins radicale) ou le «passage en force» avec l'article 49.3 de cette ÉNIÈME LOI.

Les galères pour payer un loyer, les peines pour trouver un boulot pas trop détestable,

les échéances des factures, le temps perdu au travail à s'y éreinter, à s'y auto-réprimer, à faire le canard face au client ou à s'y ennuyer, la violence de devoir renoncer à ses rêves, ses passions et les gens qu'on aime parce qu'ici l'Economie n'a pas besoin de nous et qu'il faut chercher ailleurs, le cannibalisme social qui consiste à voir l'autre galérien-ne comme un-e concurrent-e, l'automutilation qui consiste à se renier afin de pouvoir être présentable car il faut «savoir se vendre», le sentiment écrasant d'absurdité, lorsque les médias nous informent d'un énième plan de licenciement, que cette saloperie d'Economie peut décréter du jour au lendemain que désormais ici ou là nous sommes superflu-e-s, toute cette réalité de l'exploitation et de la servitude moderne est déjà le terrorisme quotidien et banal frappant les pauvres, les sans-papiers, les (sous-) prolétaires et tou-te-s les exploités-e-s.

Et si tant d'entre nous vivent dans ces conditions, c'est parce qu'il s'agit là du produit du capitalisme, de la société du Travail, c'est-à-dire d'une société dont un des piliers sacré et intouchable est l'obligation fondamentale de devoir échanger notre temps, notre énergie, notre temps de vie contre un peu de quoi survivre. Sans que nous ayons décidé quoi que ce soit à ce prétendu contrat social, qui fait que certains empochent et accumulent à n'en plus savoir que faire quand d'autres n'ont rien, en crèvent ou doivent faire les poubelles, la manche, «voler» (aux grands Voleurs qui ont la loi de leur côté) ou se contenter d'acheter de la bouffe de merde premier prix.

Dans toute cette histoire, le code du Travail n'est pas tant le résultat victorieux des luttes ouvrières historiques qu'un compromis, des concessions accordées par le patronat, afin que, moins voracement mais sûrement, l'exploitation de celles et ceux qui n'ont que leur force de travail continue.

C'est pourquoi, contrairement aux réformistes de tout poil, nous ne souhaitons pas pour horizon travailler «tous, moins ou autrement». Non. Nous refusons de continuer à vivre dans un monde où choisir sa vie signifie se débattre

entre l'exploitation quelle qu'elle soit (CDI, CDD, auto-entrepreneuriat, service civique, etc.), le flicage administratif des aides sociales, l'ennui, la prison ou la mort.

Nous n'appelons pas non plus à on ne sait quelle union confusionniste et démagogique des «travailleurs» ou de «la jeunesse». Il y a plein de métiers et secteurs qui sont à divers degrés responsables de la domination et de l'exploitation et donc, le résultat d'un choix personnel : flics, vigiles, militaires, professionnels de la sécurité, concepteurs des technologies de surveillance et de contrôle, souvent en collaboration avec des universitaires, urbanistes, publicitaires, toutes ces entreprises (des grosses comme des petits sous-traitants) qui se font de l'argent sur la chasse aux sans-papiers, sur la spéculation immobilière, sur l'enfermement, tout le savoir-faire français dans le maintien de l'ordre, dans l'industrie des armes, du nucléaire (source de répugnante fierté pour les patriotards), toute la racaille des contrôleurs dans les transports en commun et des huissiers de justice, toutes ces sous-merdes de DRH qui nous remercient poliment pour nous dire qu'ils nous virent, etc. Souhaitons-nous lutter pour la protection de l'emploi de tous ces braves travailleurs qui «ne font que leur travail»? Certainement pas.

Si nous voulons un jour avoir de l'emprise sur nos vies, nous ne pouvons pas nous contenter de nous opposer à l'aggravation de nos conditions d'existence que représenterait l'adoption de cette loi comme on s'agripperait à un radeau de survie dans une mer secouée par la tempête. Pour discuter de nos rêves de liberté et d'attaque de l'existant, l'un n'allant pas sans l'autre, désertir les syndicats (ces co-gestionnaires de l'exploitation capitaliste et fossoyeurs de révolte dont nulle compagnie de CRS n'atteindra jamais l'efficacité), journaflics, spécialistes et le terrain démocratique du dialogue avec l'Etat, bref rompre avec les logiques de ce monde et envoyer se faire voir nos ennemis, est une base primordiale. Prendre conscience qu'il n'y a pas que les flics qui sont des ennemis et que l'exploitation se matérialise

par des bureaux, des véhicules, des adresses, des intérêts, des axes routiers et ferroviaires, des câbles et des dispositifs vulnérables, c'est-à-dire attaquables et déjà attaqués, un peu partout et de diverses manières (blocage, sabotage, saccage, pillage, manif sauvages, etc), n'est pas moins vital.

Comme d'autres, ce «mouvement social» est appelé à mourir. Mais pourquoi, d'ici-là, ne se serait-il rien passé de *surprenant* et d'*audacieux*? Nous ne parlons bien sûr pas de «faire peur à l'Etat» en... comptant les masses indignées en rang dans les rues (ou en comptabilisant des «non merci!» en prêt-à-cliquer sur Internet pour celles et ceux dans l'air du temps). Non, nous parlons de tout autre chose, à savoir d'abord nous étonner (entre) nous-mêmes. Nous sommes peut-être chômeurs.euses, travailleurs.euses, salarié-e-s, retraité-e-s, jeunes, vieillards-e-s, sans-papiers, sans-diplômes, sans-toits, né-e-s ici ou ailleurs, issu-e-s de «quartier populaire» ou de «milieu aisé», indésirables, surnuméraires, superflu-e-s... Mais si, fatigué-e-s de nous considérer comme des victimes et des mendiant-e-s et épris-e-s de liberté, nous dépassons cela, victoire ou défaite du «mouvement social», peu importe. Car, D'AVOIR EU L'AUDACE D'AGIR EN RÉVOLTÉ-E-S, DES BOURGEOIS POURRAIENT EN ÉCLORE, REGORGEANT DE DÉSIRS ARDEMENT PRINTANIERES D'UNE AUTRE VIE, DE VRAIE LIBERTÉ...

OU RÉVOLTE

CONTRE

LE VOL DE NOS VIES ?



p-s. Le seul code du Travail permettant de nous épanouir est celui en confettis et en flammes. Détruisons toutes les idoles !

ECLATS D'INSOUMISSION ET DE RÉVOLTE

PARCE QUE LA LIBERTÉ SERA TOUJOURS À CONQUÉRIR AVEC NOTRE INTELLIGENCE ET NOTRE FORCE. PARCE QUE FACE AUX FLICS, POLITICIENS, ENFERMEURS, PATRONS, EXPLOITEURS, VENDEURS DE FAUX ESPOIRS, BÂTISSEURS DE LA SOCIÉTÉ-PRISON, COLLABOS, FAUX-CRITIQUES, RENDRE DES COUPS DONNE DE VIGOUREUSES BOUFFÉES D'OXYGÈNE.

Pour s'être vengé d'avoir été humilié par la Justice, bien que s'étant repenti devant les juges, un Avignonnais de 56 ans a été condamné ce 10 mars à un an de prison dont la moitié avec sursis. Il avait semé des clous de tapissier devant les trois sorties véhicules du TGI d'Avignon, mais aussi devant l'entrée et la sortie d'une antenne du Conseil départemental et devant les entrées de l'hôtel de police. Une vingtaine de voitures aurait ainsi eu les pneus crevés.

Dans le cadre d'une grève illimitée, des dizaines de bureaux de l'entreprise Carbone Savoie à La Léchère (Savoie) ont été retrouvés saccagés ce 10 mars matin. «Du mobilier et des documents ont été renversés. Des vitres ont aussi été cassées», décrit la responsable des ressources humaines. Les syndicats ont réfuté toute implication. «Nous condamnons fermement ces actes», a déclaré un délégué CGT, au nom de l'intersyndicale.

Vers la mi-février, plusieurs locaux du PS ont été attaqués à Paris et dans la proche banlieue. Dans les 3ème, 5ème et 15ème arrondissements, ainsi qu'aux Lilas et au Pré Saint-Gervais: défonçage de vitres, dégradation de serrures et gros tags. Quatre autres permanences PS à Montrouge, Vanves, Malakoff et Clichy,

ont été taguées en soutien à la ZAD. Les socialistes ne sont pas les seuls dans le viseur. La vitrine de la permanence du député écolo François de Rugy à Nantes a été attaquée à coups de panneaux de chantier dans la nuit du dimanche 22 au lundi 23 février.

Dans la ville de Vigneux-sur-Seine où la municipalité a lancé un vaste programme d'installation d'une cinquantaine de caméras de vidéosurveillance, deux nouvelles ont été dégradées dans la cité de l'Oly début février. Des individus pour venir à bout de ces regards indiscrets n'ont pas hésité à faire tomber le poteau sur lequel elles étaient accrochées. «C'est la troisième fois en un mois dans ce quartier et la deuxième fois à cet endroit», indique Serge Poinot, le maire. Quelques jours plus tard, une voiture municipale est incendiée.

Plusieurs départs de feux volontaires ont émaillé le week-end du samedi 5 au lundi 7 mars au Centre de Retention Administrative du Mesnil-Amelot. Samedi midi deux étrangers ont ainsi mis le feu à leur matelas entraînant l'évacuation de 80 personnes dispatchées ailleurs. Selon les collabos de la Cimade, suite à la fermeture temporaire de certains locaux, des retenus ont été transférés dans

d'autres CRA (Paris-Cité et Palaiseau) et d'autres libérés.

Un mois auparavant au CRA de Palaiseau, un individu avait tenté de s'évader en ouvrant la porte d'une «issue de secours» d'un violent coup de pied avant d'être rattrapé. C'est ce mode opératoire qui avait été utilisé ce 4 février, avec succès cette fois-là, par un ressortissant libyen.

Lundi 29 février, l'Etat a commencé à démanteler de force une cinquantaine de cabanes de la partie sud de la «jungle» de Calais. Des migrants et des personnes solidaires ont riposté par des pierres et des incendies. Vendredi, les maraudes sociales de la préfecture qui essaient de persuader les migrants de monter dans des bus avaient été sérieusement perturbées par des militants. Ils ont notamment tenté d'empêcher des migrants d'être embarqués dans des bus les réexpédiant loin de la frontière franco-anglaise.

Sept camions d'Eurovia, filiale du groupe Vinci ont été incendiés dans le sud de Limoges au soir du mardi 26 janvier. Le préjudice est énorme, les camions valant chacun entre 200 000 et 300 000 euros. L'incendie intervient après la décision de justice validant l'expulsion de plusieurs familles occupant des terrains où doit être construit l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. A l'origine de cette demande se trouve l'aéroport du Grand Ouest, une filiale de... Vinci.

«Si tu te faisais violer tu serais bien contente de pouvoir porter plainte, non ?» Voilà le genre de phrase que j'ai pu entendre à plusieurs reprises dans des discussions où j'expliquais à des mecs que je rêve d'un monde sans flics. Même registre quand parfois j'ai exprimé mon dégoût profond de la prison : «Et qu'est-ce que tu ferais des violeurs alors ?»

Il semblerait que quand il s'agit de justifier ce monde sécuritaire certains commencent subitement à s'intéresser aux oppressions sexistes. S'ils s'étaient vraiment penchés sur la question, peut-être auraient-ils remarqué que les flics n'en ont pas grand chose à foutre des plaintes pour viol. Que les juges se comportent différemment en fonction du statut social de l'agresseur. Que les flics et la justice, apparemment si nécessaires pour nous protéger, sont les mêmes qui enferment celles qui ont rendu les coups face à un mari violent. Si vraiment les violences faites aux femmes étaient un sujet d'inquiétude pour eux, sûrement auraient-ils remarqué que ce système qui génère des flics et des taules pour «nous protéger des violeurs» est lui-même structurellement sexiste.

Les représentations véhiculées par la pub, les médias, la médecine, l'école, la culture, nous répartissent dans deux identités de genre que nous n'avons pas choisies et auxquelles nous sommes assigné-e-s, dont l'une domine l'autre. Au moment où, nourrissons, on nous a mis un bracelet rose autour du poignet, notre place dans la société a été déterminée comme femmes, séductrices hétérosexuelles et mères attentionnées au service des hommes. Désormais on peut aussi travailler si on veut, pour un salaire presque comparable à celui d'un homme, mais notre rôle principal dans la société reste d'enfanter la relève. Il suffit de s'intéresser aux conditions d'accès à l'avortement ou à la stérilisation pour s'en faire une idée. Ou encore à la stigmatisation de ceux et celles qui ne rentrent pas dans les cases. L'État, qui voudrait soi-disant assurer notre sécurité, participe au maintien d'un système hétéro-patriarcal, en gros un monde où les relations entre sexes reposent sur l'hétérosexualité et l'autorité masculine.

En posant la femme comme objet sexuel de l'homme, cette domination générale représente un terreau pro-

pice au viol, le rendant même acceptable dans la plupart de ses formes. La majorité des viols et des agressions sexistes est d'ailleurs commise au sein des schémas encouragés par l'État : le couple et la famille.

Alors il y a en a vraiment marre en tant que femme d'être instrumentalisée pour justifier des discours et des politiques répressives et sécuritaires. Après avoir été mis en place initialement pour lutter contre les crimes sexuels, le fichage ADN est désormais couramment utilisé dans des procédures judiciaires variées. La RATP fait la pub de ses caméras et agents de sécurité dans une campagne récente contre le harcèlement dans les transports. En Allemagne, des agressions sexuelles commises à Cologne par des migrants sans papiers le soir du nouvel an sont venues alimenter le racisme et justifier les politiques (anti-)migratoires. Là-bas comme ici, le pouvoir ne cherche pas à défendre les femmes des agressions sexistes mais à défendre sa propre souveraineté sur les femmes. Dans notre «civilisation occidentale» comme dans bien d'autres, la femme a toujours été un territoire, un butin de guerre à coloniser par le viol et l'esclavage domestique tout autant qu'à protéger des ennemis.

Alors, non merci, je ne recherche pas la protection de ceux-là même qui font tout pour me maintenir en position de dépendance. Ni celle des machos, ni celle de l'État. Et si jamais un jour, forcée par ce monde à choisir entre ma sécurité et mes convictions, je me retrouve à appeler les flics, je sais que je risque de subir en prime leur sexisme et leur répression. Alors je recherche plutôt des moyens de sortir de la dépendance, de reprendre ma vie en main. Je cherche de nouvelles manières de me construire comme individu, de me relationner avec celles et ceux qui m'entourent. Je cherche des alliés-e-s, des outils, des connaissances, des savoir-faire pour sortir de l'isolement et être capable de m'auto-défendre, mettre des mots sur ce qui m'opprime et organiser la riposte. Et quoi qu'il arrive, je ne perdrai pas de vue que combattre le sexisme n'est pas dissociable d'un combat contre toutes les autres dominations portées par l'État et le capitalisme. Qu'on ne pourra expérimenter la liberté qu'une fois qu'on se sera débarassé-e-s de toutes les prisons, celles en dur et celles dans nos têtes.

Des femmes, des hommes, des enfants, des personnes réduites à des corps-objets à terroriser, mutiler, bombarder pour assooir ou renforcer une domination : Afghanistan, Iraq, Syrie, Egypte, Lybie, la liste pourrait continuer jusqu'à englober une grande portion du monde. Des personnes réduites à de la main d'œuvre esclave, des chiffres d'affaires illimités pour des entrepreneurs en costard qui voyagent d'un côté à l'autre du globe, des prophètes de la haine religieuse, des hommes d'État prêts à massacrer de centaines de milliers de personnes pour ne pas renoncer à leur pouvoir. Intérêts sanglants qui se disputent sur des terres entières où il ne reste que dévastation et mort. Des millions d'êtres humains qui fuient la terreur et la misère générées par des guerres sans fin. Des millions d'êtres humains qui doivent traverser des frontières armées, assassines, chaque jour plus surveillées. Des personnes qui deviennent des «migrants», des «sans-papiers», des «clandestins», car elles ne possèdent pas les bons papiers pour bénéficier des droits des «citoyens». Des personnes qui encore une fois sont réduites à l'état des corps-objets à refouler, enfermer, déporter, gérer, exploiter dans les travaux les plus durs et les moins rétribués.

milliers de personnes migrantes qui essaient avec toutes leurs énergies de rejoindre l'Angleterre. Un campement, celui de Calais, où commence à exister une dynamique de lutte auto-organisée et parfois offensive face à l'oppression de l'État et de ses frontières. L'expulsion de la partie sud de la «jungle» de Calais commencée fin février est une attaque explicite aux luttes de ses habitants. La violence policière, les lacrymogènes, les coups de matraque, ont accompagné le sale boulot de démolition effectué par l'entreprise SOGEA (Vinci), avec l'assistance du Groupe SOS Solidarité (102 rue Amelot 75011 Paris) qui tentait de convaincre ses habitants d'abandonner leur logement et de monter sur des bus pour être dispersés aux quatre coins de la France. Misérables hypocrites qu'ils sont, à chaque brutale expulsion, les politiciens invoquent des meilleures conditions de vie pour les migrants. Ce qui signifie dans la réalité des camps entourés de barbelés, hyper-surveillés par des flics et des caméras, avec de stricts systèmes d'identification hi-tech, comme celui qui a récemment été créé à Calais.

Le pouvoir craint l'entre-aide, la solidarité entre opprimé-e-s, la lutte, le débordement de la rage : la haine contre les flics, les prisons et les frontières. Le pouvoir craint la diffusion d'idées et d'actions qui ciblent de manière claire et directe les responsables de l'oppression, leurs structures et leurs collaborateurs. Que la situation devienne ingérable pour leurs intérêts. Que le mélange de solidarité et de haine devienne le combustible d'une nouvelle ère d'assauts. Le silence, l'inaction, la passivité face à l'horreur existante sont complices. Faisons tomber les piliers de l'Europe forteresse. Attaquons par tous les moyens ce monde pourri.

Quand ces personnes s'organisent entre elles pour survivre, pour lutter, pour traverser les frontières et pour résister aux déportations, elles deviennent des ennemis de l'État. Dans les derniers mois on les a vues humiliées, gazées, frappées, virées de chaque rue et de chaque place de la capitale française : à Barbès, à la Chapelle, à Stalingrad, à Gare de l'Est, à Gare du Nord, à Gare d'Austerlitz, à Place de la République. Chassées de la ville-vitrine qu'est Paris par l'infâme ficaille républicaine. On a vu leurs tentes et leurs cabanes détruites et brûlées dans le campement de Calais, où vivent des

**LE DROIT DE VIVRE
NE SE MENDIE PAS,
IL SE PREND**

«[...] la mêlée sociale est une bataille sans pitié ni merci et, quand on est vaincu, ce ne sont pas des larmes qu'il faut verser; il faut se ressaisir. [...] Il y a des occasions où il faut avoir le courage, la fermeté de courage de se prononcer catégoriquement par une affirmation, ou alors, il ne reste plus qu'à se ficher des gifles à soi-même. Faut-il accepter le mépris de soi? Jamais.»

Alexandre Marius Jacob

Dernier week-end d'Août 2015. Autoroute A1, Roye, au nord de Paris. Un événement comme il ne s'en produit pas souvent est venu perturber le traditionnel retour des vacanciers, mettant brutalement un terme (pour tous les autres qui n'étaient pas sur cette autoroute, le retour au turbin s'en est chargé quelques jours plus tard) aux rêves d'une vie autre, douce, agréable, épanouissante, ou autre, en tout cas d'une vie consacrée à ce et à ceux et celles que l'on aime, dans une société organisée sur la quête du bonheur: les migrations estivales sont ces moments de rêverie faits pour nous convaincre, esclaves modernes, que la vie telle qu'elle est vaut la peine d'être vécue. Ce jour-là, l'autoroute est totalement bloquée, après qu'une soixantaine de personnes aient amassé et enflammé des deux côtés de l'autoroute des pneus, de la paille, des palettes et des troncs d'arbres. La revendication de ces gens-là est simple : une permission de sortie pour un de leurs proches incarcéré, pour lui permettre d'être présent à l'enterrement de son père, mort quelques jours auparavant au cours d'un tragique conflit au sein de la famille. Légalement, cela n'est pas possible, une commission a refusé cette permission la veille : Monsieur X n'a pas le droit de sortir assister aux obsèques de son défunt père. Ces indociles ont donc fait le raisonnement suivant : puisque le droit n'est pas de notre côté, il nous faut soit renoncer à notre vœu, soit être plus forts. Visiblement ils savaient que le droit n'est qu'une fable, qu'un mensonge entre les mains du souverain, l'État, et que sous cet enrobage de mot ce qu'il y a c'est un rapport de force. Durant 14h le barrage bloqua un des axes européens les plus importants: c'est le temps qu'il fallut pour qu'une commission spéciale de magistrats accepte de laisser sortir le proche. La ruse et la force l'avaient emporté sur le droit.

Février 2016. Tribunal de grande instance d'Amiens. Douze personnes passent à la barre, accusées d'avoir participé au barrage. Lectrice, lecteur, si tu connais le fonctionnement de la justice, tu

n'ignores pas que son but est aussi bien de punir les corps que de redresser les esprits, qu'elle condamne les actes et peut-être plus encore les pensées, idées, attitudes, conceptions, sentiments etc etc de ceux qui les ont commis, encore plus quand ils ne se renient pas eux-mêmes. Tu t'imagines alors logiquement qu'à ce procès les accusés ont fait profil bas, qu'ils ont manifesté leurs regrets, exprimé leurs excuses, et tenté de convaincre les juges que leur vie rime désormais avec repentance ? Que nenni ! Pas un radis ! Ces audacieux ont au contraire fait preuve d'une éthique que nous voulons valoriser, car elle nous est chère, concrètement il s'agit devant un juge (ou un flic) de ne pas rejeter la faute sur un autre, de ne balancer rien ni personne, de ne pas valider les accusations que le juge fait peser sur un autre, et dans la mesure du possible leur apporter le moins d'éléments qui pourraient être compromettants pour d'autres.

« - La juge : Qui a conduit votre camionnette [pleine à craquer de pneus] après que les gendarmes vous aient contrôlé et que vous soyez rentré chez vous comme vous le prétendez ?
- L'accusé : Je sais pas.
- La juge : Et si vous le saviez vous me le diriez ?
- L'accusé : NON.

Au-delà de ça, la « ligne de défense » des accusés fut remarquable, car elle fut une attaque envers ce système d'assujettissement des volontés particulières à un prétendu intérêt général (qui en réalité est toujours celui de l'ordre et des classes dominantes), et car elle érôda le bloc d'obéissance de l'individu aux lois étatiques. Elle disait ceci : « notre volonté est plus importante que vos lois, nous assumons et nous revendiquons de nous être donné les moyens pour arriver à nos fins, peu importe qu'ils soient illégaux ». Ne seraient-elles pas fécondes les perspectives ouvertes par cette conception de l'existence si cette affirmation venait embraser les esprits et rompre la fibre de l'obéissance ? Existe-t-il un autre chemin pour qu'enfin chaque individu donne à sa volonté, à ses besoins, à ses désirs, l'importance qu'ils méritent ?

Il n'est pas sans danger de jeter ce genre de boulets rouges à l'intérieur d'un tribunal. Il n'aura pas fallu longtemps alors pour que la procureur vienne rappeler à chacun que de cet avant-goût de ce que serait la liberté il n'est pas question dans une démocratie, non. Citoyens, n'appréciez que le goût du collier ! Les charognes en toge - la profession aidant, sans doute - ne craignent pas l'infamie : à cet audience on aura entendu la proc' se porter en défenseur de «l'humanité» et de la «liberté de circulation» : on en vient à regretter que les mensonges ne tuent pas, quand on pense aux milliers de vies brisées par la prison et l'univers carcéral qu'est toute une partie de la croûte terrestre pour qui n'a pas les bons papiers, en raison de l'existence des frontières, pierre angulaire d'un monde divisé en Etats-nations.

- La Proc' : Vous trouvez ça humain de bloquer des milliers de personnes dans des bouillons, des femmes, des enfants ?
- Un accusé : Et vous vous trouvez ça humain d'enfermer un gosse qui ne peut même pas être présent à l'enterrement de son père ?

- La Proc' : Le droit de circulation est un article inscrit dans notre Déclaration des Droits de l'homme, vous n'avez pas le droit de bloquer des dizaines de milliers d'automobilistes
- Un accusé : Vous aviez qu'à laisser sortir notre proche quand on vous l'a demandé.
- La Proc' : La commission s'est réunie et a examiné son cas. Elle a décidé que non, la loi a été appliquée.
- Un accusé : Alors c'est normal qu'on ait fait le barrage.

Trop nombreux encore sont ceux qui cherchent de bonnes raisons à leurs révoltes, à leurs pulsions ou leurs sentiments négatifs, c'est-à-dire des raisons légitimes, qu'ils sont en droit d'exprimer. Elevés dans une société fondée sur la coercition, ce mélange de contrainte et de violence, beaucoup ont intégré (cet endoctrinement commence à l'école) un ensemble de normes, de comportements et de règles qui nous sont inculquées contre notre propre intérêt. Et les règles qui nous commandent, qui conditionnent nos réflexions, qui influent sur nos réactions, qui brident nos imaginaires, et répriment nos passions sont en premier et en dernier lieu les lois étatiques car, comme dit le dicton «la raison du plus fort est toujours la meilleure». Car l'État est une tentacule qui a mille moyens de réprimer, de redresser, de contraindre ou d'inciter sous la menace ou le chantage, ceux qui enfreignent ses lois ainsi que les normes dominantes de la société. Trop nombreux donc, sont ceux qui cherchent des raisons légitimes à la révolte, la leur ou celle des autres, dans le souci de ne pas briser le pacte social, de peur que le marteau du juge, la matraque du flic ou l'œil inquisiteur de ses co-terriens ne s'abattent sur eux. Il n'y a aucune fierté à obéir, aucune fatalité à cela non plus. Reste à agir en hors-la-loi, comment est-il possible, autrement, de refuser le mépris de soi ?

Nous souhaitons voir crouler cette société bâtie sur des droits et des devoirs, pour que se développent enfin des relations fondées sur l'entraide, la réciprocité et la souveraineté individuelle. Et qu'enfin la liberté ne soit plus une somme de droits abstraits, mais devienne la possibilité concrète de réaliser ce qui nous tient le plus à cœur.